



COCAFEM / GL



TRADUIRE LES OMD EN UNE LOI VISANT LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

Récapitulatif des activités entreprises depuis un an (oct. 2008 – sep. 2009),
et réorientation stratégique de l'approche (2010-2012)



TRADUIRE LES OMD EN UNE LOI VISANT LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

Une campagne qui voit la pauvreté comme une violation des droits humains - www.aceci.org

INTRODUCTION

La pauvreté est une violation grave des droits humains. Les engagements concrets pris par la communauté internationale au seuil du 21^{ème} siècle sous la forme des Objectifs du Millénaire pour le Développement, ne donnent point les résultats espérés. Les crises financière, énergétique, et alimentaire récentes ne font qu'accroître la pauvreté. Il est plus que temps de faire de la lutte contre la pauvreté un impératif légal contraignant.

Depuis le mois d'octobre 2008, donnant suite aux deux premières éditions des Grandes Conférences Diplomatiques Nord-Sud, l'ACECI a commencé la mobilisation des acteurs de la société civile, des gouvernements et des parlements en vue de lancer une grande campagne pour traduire les OMD en une loi visant la réduction de la pauvreté.

L'ACECI et le Consortium d'organisations du Nord et du Sud engagées dans cette campagne ont adopté une approche des Droits Humains basée sur un processus participatif devant aboutir à la formulation d'une loi-type. Au niveau national, celle-ci est à adapter aux spécificités de chaque pays, au cours d'un processus hautement participatif.

Le lancement de campagne avait été prévu lors de la 3^{ème} édition des Grandes Conférences diplomatiques Nord/Sud. Celle-ci aurait eu lieu en juin dernier au Niger. La dissolution du Parlement national au Niger n'a pas permis la réalisation de cette activité. Où en sommes-nous aujourd'hui ? Ce récapitulatif donne un aperçu des acquis et des contraintes après un an d'efforts. Il servira de base pour l'élaboration d'une stratégie ajustée pour la poursuite de campagne à partir d'octobre 2009.

Toutes les étapes qui sont présentées dans le présent récapitulatif sont documentées, et les rapports des réunions y afférents sont accessibles via l'adresse suivante :

<http://aceci.org/calendrier.asp>

RÉUNION DE BRUXELLES

Du 4 au 6 mars 2009 a eu lieu dans les locaux de l'Agence flamande pour la Coopération internationale (FICA) à Bruxelles, en Belgique, [la première réunion](#) de travail du comité organisateur de la 3^{ème} édition des Grandes Conférences Diplomatiques Nord-Sud (3GCDNS), plateforme de lancement de la campagne pour traduire les OMD en une loi visant la réduction de la pauvreté.

Cette réunion a permis d'installer au sein du Consortium des commissions spécialisées pour la communication, le plaidoyer et le financement ainsi qu'un comité scientifique pour la formulation de la loi-type. Un calendrier de travail ainsi qu'un budget détaillé furent convenus.

REUNION DU COMITÉ SCIENTIFIQUE

Avec l'appui de l'UNFPA-Niger et de l'Assemblée nationale du Niger, le Comité Scientifique s'est réuni du 30 mars au 2 avril 2009 dans le Palais des Congrès de Niamey au Niger. [Cette réunion](#) était une suite logique à la réunion de Bruxelles. L'engagement du Niger dans ce projet est confirmé ainsi que l'implication du Parlement du Niger, partenaire principal.

Parmi les participants à cette rencontre, on compte plusieurs membres de [l'équipe Alpha](#), créée au sein de l'ACECI, ainsi que le Président de la Commission de la Coopération et du Développement (CCD) de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), l'Honorable Mahama Sawadogo, des chercheurs de l'Université de Niamey, des fonctionnaires et plusieurs représentants de la société civile nigérienne.

Cette réunion a permis d'approfondir l'argumentation en faveur d'une loi visant la réduction de la pauvreté, d'adopter un processus pour la formulation d'une loi-type, de réfléchir sur le déroulement de la conférence de lancement, et de donner [écho à la presse](#) de l'avancement des travaux. Le choix du Niger comme pays-hôte de la 3GCDNS fut confirmé.

AUDITION DE L'ACECI À LA CCD DE L'APF

Pour renforcer les efforts fournis au Niger, des démarches simultanées sur le plan international ont été effectuées par les membres du consortium. Ainsi, suite à l'invitation lancée par le président de la Commission de la Coopération et du Développement de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, l'Honorable Mahama Sawadogo, la Directrice générale de l'ACECI, Mme Ginette Karirekinyana, assistée par Président du Groupe de Recherche et d'Action pour la Promotion de l'Agriculture et du Développement (GRAPAD) M. Aurélien Atidégla, a présenté le 28 avril 2009, à Cotonou, au Bénin, aux députés francophones membres de la Commission de la Coopération et du Développement de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie les contours de la campagne et ses différentes phases : formulation d'une loi-type, lancement d'une campagne de plaidoyer, auto-sélection des pays pilotes, adaptation de la loi-type aux réalités de chaque pays-pilote, adoption et opérationnalisation de la loi, suivi, évaluation et amélioration permanente pendant sa mise en œuvre. La presse en a donné [écho](#).

LES ACQUIS DU PROCESSUS DE MOBILISATION AU NIGER

Du 22 février au 2 mars, du 26 mars au 7 avril, et du 1 au 22 mai 2009, la Directrice générale de l'ACECI, Mme Ginette Karirekinyana, a effectué trois missions au Niger. Son objectif : sensibiliser et mobiliser les acteurs nationaux et internationaux représentés au Niger, pour que ceux-ci s'approprient la campagne OMD/LRP et la mettent en œuvre dans une approche hautement participative et inclusive. Cette mobilisation a été efficace, à en juger les résultats suivants :

- Appuis de la part de l'ambassadeur du Niger au Canada, SEM Aicha Foumakoye, et celui de l'ambassadeur du Niger en Belgique et auprès de l'Union européenne, SEM Abdou Abarry.
- Acceptation officielle de l'Assemblée Nationale du Niger d'être partenaire pour l'organisation de la 3GCDNS à Niamey, Niger, du 29 juin au 2 juillet 2009.
- Déclaration d'intention de l'UNFPA-Niger pour son soutien technique et financier à l'organisation de la 3GCDNS. Le financement de la réunion du comité scientifique en avril 2009 fut la première concrétisation de l'engagement de l'UNFPA-Niger.
- Les séances de travail avec le Directeur de Cabinet de la Primature suivi d'une rencontre avec le Premier Ministre afin d'obtenir l'implication du Gouvernement nigérien.
- Séance d'information avec les secrétaires généraux des ministères techniques, le 6 avril 2009 à Niamey et la désignation des points focaux pour participer à l'organisation de la 3GCDNS.
- Création d'un Comité National par l'Arrêté n° 006PAN du 7 mai 2009. Le Comité National a pour mission de :
 - mobiliser les parlementaires, les administrations publiques, les organisations des jeunes, des femmes, les partenaires techniques et financiers et les organisations de la société civile en vue de leur implication effective pour la réussite de la 3GCDNS
 - identifier et mobiliser tous les besoins en logistique, infrastructures et en moyens financiers liés à la préparation et à l'organisation de la 3GCDNS

Le Comité National est composé des représentants de l'Assemblée Nationale, ses commissions et réseaux, des ministères politiques et techniques, des organisations

TRADUIRE LES OMD EN UNE LOI VISANT LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

Une campagne qui voit la pauvreté comme une violation des droits humains - www.aceci.org

de la société civile (ONGD, organisations de femmes, de jeunes, la plateforme paysanne, les syndicats), l'Université de Niamey et les partenaires stratégiques.

- Le 14 mai 2009 les travaux du comité national d'organisation de la 3GCDNS prennent cours. Un avant-projet de budget est élaboré, un calendrier précis pour la préparation de la 3GCDNS est fixé, et 8 commissions spécialisées sont installées au sein du Comité National d'Organisation.
- Deux réunions entre les partenaires techniques au développement du Niger et le comité national d'organisation de la 3GCDNS ont eu lieu au mois de mai. Certains partenaires ont salué l'initiative et annoncé leur intention de contribuer au succès de l'évènement.
- le 21 mai 2009, le président de l'Assemblée Nationale du Niger approuve une lettre d'invitation à la 3GCDNS.

Toutefois, suite à la dissolution de l'Assemblée nationale du Niger le 26 mai 2009, il est devenu impossible d'organiser la 3ème édition des Grandes Conférences Diplomatiques Nord-Sud aux dates et lieu prévus.

Quelles leçons à tirer de l'expérience nigérienne ?

Les efforts assidus de mobilisation de l'ACECI ont généré des engagements clairs et dynamiques de la part des acteurs nationaux et internationaux. Sans hésitation, cette mobilisation peut être qualifiée de réussie : elle a engendré une appropriation institutionnelle et nationale réelle par trois piliers de la société nigérienne : le parlement, le gouvernement, la société civile, les syndicats, les entreprises privées (chambres de commerce) et leurs partenaires internationaux. Toutes les conditions pour une organisation efficace de la 3GCDNS étaient ainsi réunies. Si la crise politique interne au Niger n'avait pas mené à un blocage institutionnel majeur inattendu, le lancement de la campagne aurait pu se faire comme prévu.

Les acquis de la mobilisation au Niger ne sont pas perdus, bien au contraire. Aussitôt que la stabilisation de la situation politique au Niger le permettra, une relance des activités au Niger sera envisagée, soit pour reprendre la préparation de la 3GCDNS, soit pour lancer le processus national d'appropriation de la loi-type, d'adoption d'une loi visant la réduction de la pauvreté au Niger, et de sa mise en œuvre. En attendant, il importe de garder les objectifs de la campagne présents sur la scène nigérienne, en organisant dans la mesure du possible des actions symboliques.

En attendant, la mobilisation et la sensibilisation continuent autour de la campagne. Par l'entremise des membres béninois du Consortium, le Bénin s'est montré actif et plusieurs actions y ont été menées.

LE BENIN - PAYS HÔTE ALTERNATIF

Du 28 au 30 avril, et du 12 au 22 juin, la Directrice générale de l'ACECI, Mme Ginette Karirekinyana, a effectué deux missions de mobilisation et de sensibilisation au Bénin.

Les conclusions les plus importantes de ces missions sont les suivantes :

- Le Président de la République, Son Excellence Thomas Yayi Boni, a accepté, le 18 juin 2009, de parrainer la campagne africaine pour traduire les OMD en une loi visant la réduction de la pauvreté.
- Les Organisations nationales de la Société Civile confirment leur intérêt et leur engagement à participer à la campagne au Bénin. Social Watch, GRAPAD et RIFONGA-Bénin se profilent comme chefs de file.
- La Commission parlementaire « Populations et développement » (qui regroupe la moitié des membres de l'Assemblée nationale) se déclare prête à participer à la campagne.
- Le Réseau des Femmes africaines ministres et parlementaires, (REFAMP), section Bénin, s'engage à appuyer l'initiative.
- Certains partenaires internationaux sont prêts à appuyer la 3GCDNS si elle a lieu sur le sol béninois : le Danemark, la Suisse, UNFPA-Bénin, PNUD-Bénin.

Après ces deux missions, le parlement et le gouvernement béninois ont été saisis par les OSC nationales pour concrétiser leur participation à la préparation de la campagne. Soulignons l'importance pour chaque pays de suivre son rythme.

Ainsi, au regard de ce parcours, y-a-t-il lieu d'ajuster la stratégie en y donnant un nouvel élan.

ACTUALISATION DE LA STRATEGIE DE CAMPAGNE

Pour la période 2010-2012, la stratégie doit être actualisée en tenant compte des expériences de cette première année de travail. En voici les grandes lignes :

1. Élaboration d'un nouveau document de campagne (termes de référence)
En attendant que les conditions soient remplies pour l'organisation de la 3GCDNS dans un pays hôte engagé et pour le lancement d'une campagne de terrain, une campagne virtuelle est prévue, visant avant tout la mobilisation de nouveaux alliés (CIVICUS, Social Watch, WILDAF, le Réseau Genre-en-action) et l'élargissement du consortium en Collectif international porteur de la campagne OMD/LRP.
2. Sensibilisation et mobilisation des organisations multilatérales régionales (CEDEAO, UA, PAP, UE...) et mondiales (APF, IPU, agences onusiennes,...)
3. Lancer un processus inclusif qui assure la participation des populations des pays du Sud à la réflexion et aux activités de la campagne.
4. Lancement de la [campagne virtuelle](#) se greffant sur les journées symboliques suivantes :
 - 15 octobre : journée mondiale de la femme rurale
 - 16 octobre : journée mondiale de l'alimentation
 - 17 octobre : journée internationale pour l'Élimination de la pauvreté

Le [message d'appui](#) du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, Mr. Olivier De Schutter et de l'Expert Indépendant sur la question des droits de l'homme et de l'extrême pauvreté, Mme Magdalena Sepúlveda Carmona, est à valoriser à cette occasion.

La direction de l'ACECI et l'équipe de coordination du Consortium vous remercient.